

Conférence de presse conjointe de M. Jacques Chirac, Président de la République et de M. Emil Constantinescu, Président de la Roumanie, sur les relations franco-roumaines, les investissements français en Roumanie et sur les perspectives d'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne, Paris le 27 septembre 1999.

LE PRESIDENT - Mesdames, Messieurs, merci d'être présents. C'est une joie particulière pour nous de recevoir le Président de la Roumanie et ses collaborateurs. Quand je dis une joie particulière, chacun comprend qu'il ne s'agit pas d'une formule diplomatique ou d'un simple propos de circonstance. Les relations entre nos deux pays sont anciennes, chaleureuses et, je dirai, au sens propre du terme affectueuses. Et, malgré les fractures de l'histoire, elles se sont maintenues et aujourd'hui elles s'expriment, elles s'épanouissent complètement. C'est dire l'importance que nous attachons à la visite du Président CONSTANTINESCU comme l'importance que j'avais attachée à l'accueil que le Président m'avait réservé lorsque je suis venu en Roumanie.

Alors, nous avons évoqué les grands sujets internationaux, nous avons parlé de nos relations bilatérales. Nos relations bilatérales sont excellentes et se développent beaucoup. Je voudrais souligner le fait que les investisseurs français sont les premiers investisseurs en Roumanie. Si je dis cela, ce n'est pas pour me féliciter de cette situation, c'est parce que c'est un signe très net de confiance, confiance des Français en général et confiance des investisseurs français, en particulier, dans la Roumanie et dans son évolution économique.

Ce qui m'amène au dernier point de nos entretiens et qui concerne la préparation actuelle du Sommet d'Helsinki. Vous le savez, la position de la France et la position de la Roumanie sont identiques pour ce qui concerne l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne. C'est-à-dire que nous estimons tous les deux que l'ensemble des pays candidats sont et doivent rester sur un pied d'égalité pour ce qui concerne le chemin de la négociation. Nous pensons qu'on ne peut pas dire aujourd'hui qui ira plus vite ou plus lentement qu'un autre, et si je prends l'exemple de la Roumanie, puisque c'est ce qui est en cause aujourd'hui et c'est pourquoi j'évoquais tout à l'heure la confiance des investisseurs français, je pense que les conditions se confirment en Roumanie pour que celle-ci aille beaucoup plus vite qu'on ne le pense vers une situation lui permettant l'adhésion.

Moi je suis convaincu que nous serons surpris par l'évolution économique de la Roumanie et, par conséquent, nous ne devons mettre aucune barrière artificielle dans le cheminement qui doit conduire la Roumanie à l'adhésion. Telle est donc la position de la France et je crois pouvoir dire que cette position sera celle qui sera retenue à Helsinki. Et donc j'ai voulu dire au Président Constantinescu qu'il pouvait avoir confiance dans les résultats du Sommet d'Helsinki.

Enfin, nous avons évoqué un problème très irritant qui est celui de la circulation sur le Danube compte tenu des séquelles de la guerre du Kosovo. Ensemble, nous estimons que cette situation est inacceptable et très préjudiciable pour un certain nombre de pays, notamment la Roumanie.

Nous avons donc décidé de saisir d'urgence l'ensemble de nos partenaires du G 8 et de l'Union européenne pour que cette situation inacceptable cesse dans les meilleurs délais.

LE PRESIDENT CONTANTINESCU - J'ai maintenant l'occasion de faire mon discours le plus bref de toute ma carrière politique et de toute ma carrière de Président. Ce discours pourrait dire : je suis complètement d'accord avec le Président CHIRAC. Et je voudrais notamment exprimer, au nom du peuple roumain et de l'Etat roumain, remercier le Président Chirac, la France, le peuple français, le gouvernement français de leur soutien accordé à la Roumanie ces quelques dernières années. Je vais rappeler, là-dessus seulement Madrid 1997, Luxembourg, toujours 1997, je vais rappeler également Vienne et bien sûr ce que nous attendons, Washington, la signature des accords avec le FMI, et encore ce que nous attendons, le soutien pour la conférence d'Helsinki et finalement le soutien que la France nous a accordé pour la Présidence de l'OSCE pour l'année 2001.

Vous avez là un paquet important de décisions politiques qui ont signifié pour la Roumanie du soutien et surtout de la confiance. Une confiance tout d'abord exprimée par le Président Chirac, par le gouvernement français et, comme le Président Chirac vient de le dire, par les investisseurs français, tout comme par les hommes de culture, les universitaires, par les gens de l'administration. Voilà pourquoi la France n'est pas seulement le pays du protocole -vous avez là le meilleur protocole au monde- il ne s'agit pas seulement du fait que l'on partage les problèmes de l'Europe et du monde avec beaucoup de points de vue communs, mais je peux dire, et c'est ce que le Président Chirac vient de dire lui aussi, qu'il s'agit d'une relation amicale que nous avons construite ensemble et que nos peuples sauront conserver comme une richesse commune.

QUESTION - Monsieur le Président est-ce que vous avez évoqué une aide plus directe de la France pour la Roumanie et notamment concernant le problème des orphelins en Roumanie ?

LE PRESIDENT - C'est un domaine dans lequel nous coopérons très activement.

LE PRESIDENT CONSTANTINESCU : Moi, je n'ai qu'à certifier cela. Il y a là une question dont je me réjouis de pouvoir présenter les détails au public français. En ce qui concerne la situation des enfants de Roumanie, il y a des situations vraiment difficiles, des situations qui concernaient l'ensemble de la situation des enfants pendant le régime de Ceausescu, qui concernait en une grande partie pendant les premières années suivant la chute du communisme et qui maintenant est en train de diminuer. Les données précises et exactes que nous avons montrent que, ces trois dernières années, il y a un nombre de plus en plus croissant d'enfants qui rentrent dans des familles. Il y a également un nombre de plus en plus croissant de situations où l'on prévient l'abandon familial comparativement avec la réduction du nombre des enfants institutionnalisés. Je sais qu'il vous arrive de voir sur les écrans de télévision des images qui vous touchent de près mais la plupart sont recueillies dans les hôpitaux d'enfants malades. Chez nous, en Roumanie, il y a la démocratie. La liberté de la presse est totale, quiconque peut filmer quoi que ce soit et n'importe où, mais ce n'est pas tout à fait correct de choisir, pour filmer seulement les enfants oligophrènes alors qu'il y en a partout dans le monde, même dans les sociétés les plus développées. Comme il n'y a pas d'images par exemple, prises dans les foyers d'enfants où il y a un véritable souci pour les conditions de leur vie, des foyers que l'on a réussi à construire avec même l'aide de la France. Il s'agit d'une aide, soit gouvernementale, soit privée et c'est également dommage pour cet extraordinaire effort français qui reste ainsi inconnu.